

Les subsides

Je tiens à dire en conclusion que cette motion est complètement irrecevable et tout à fait étrangère au degré d'optimisme que mes 19 collègues et moi éprouvons à l'égard de l'avenir de la Colombie-Britannique, particulièrement à la lumière de la mesure très positive et très importante annoncée cet après-midi à la Chambre par mon collègue, le ministre de l'Expansion industrielle régionale.

M. le vice-président: Questions ou observations?

M. Waddell: Monsieur le Président, le ministre doit passer tout son temps à Ottawa et pas un seul instant à Richmond, en Colombie-Britannique. Il ne comprend pas que cette province est plongée dans une récession. Elle a un taux de chômage de 14.8 p. 100. Dans le reste du Canada, les statistiques du chômage ont diminué tandis qu'elles augmentaient en Colombie-Britannique. Le premier ministre de cette province, qui en a mal administré l'économie au point d'établir le mégaprojet de développement houiller du nord-est au mauvais endroit, ne s'est pas attaché au développement de l'économie. Or ce premier ministre-là se plaint que les conservateurs fédéraux ne font rien pour lui.

Il n'y a pas de gazoduc reliant l'île de Vancouver. La subvention de recherche en foresterie a été réduite de 3.5 millions en novembre. Les subventions pour les pêcheurs ont été réduites de 6.3 millions. Le ministre a aboli la Division de l'énergie du Conseil national de recherches et toutes les retombées économiques qu'elle aurait procurées à l'entreprise privée. On a sabré dans les budgets de recherche pour les programmes de mise en valeur des pêcheries et des salmonidés en particulier.

Maintenant que l'on va bientôt déposer un budget, j'aimerais poser une question au ministre. Dans la ville de Vancouver, ses amis du gouvernement créditiste ont fait démissionner antidémocratiquement tous les commissaires de la Commission scolaire de Vancouver. Le ministre, qui vient de la région métropolitaine de Vancouver, est-il disposé à user de l'influence que possède le gouvernement fédéral pour persuader le gouvernement de la Colombie-Britannique de mettre fin à ses mesures antidémocratiques et à ses programmes d'austérité dont sont victimes les habitants de la province? Si le ministre se préoccupe tant du déficit, pourquoi a-t-il distribué 3 milliards de dollars à 12 grandes sociétés pétrolières, dont 10 appartiennent à des intérêts américains? Ces pétrolières se partageront 3 milliards en cadeaux. Le ministre nous assurera-t-il qu'il n'ira pas puiser ces 3 milliards dans le budget qui sera déposé la semaine prochaine? Nous assurera-t-il qu'il n'ira pas chercher cet argent dans les poches des Canadiens ordinaires, particulièrement ceux de la Colombie-Britannique?

Le ministre a passé trop de temps à Ottawa. Les habitants de sa province souffrent. Il y a des soupes populaires dans ma circonscription. La reprise économique se fait peut-être sentir dans d'autres régions du pays, mais pas en Colombie-Britannique. Je ne veux pas entendre parler de l'Accord de développement économique régional, car le gouvernement se traîne les pieds depuis des mois à ce sujet. Cet accord comporte également beaucoup de points vagues. Quand le ministre agira-t-il pour supprimer les compressions budgétaires et pour mettre fin aux rigueurs que subissent les simples citoyens de la Colombie-Britannique? Quand cessera-t-il de parler de déficit et commencera-t-il à parler de la nécessité de stimuler l'économie du

Canada en général et de la Colombie-Britannique en particulier?

M. Siddon: Monsieur le Président, j'ai eu beau m'efforcer de garder les meilleures nouvelles pour la fin, j'ai dû les communiquer à la Chambre avant que le député n'arrive. Il n'a manifestement pas assisté au débat de cet après-midi. Autrement, en dépit des aspects qu'il a relevés, il saurait que nous avons écarté bon nombre de ses sujets d'inquiétude. Par ailleurs, il sait pertinemment qu'il a exagéré la gravité du problème. C'est vrai que la Colombie-Britannique souffre du chômage, mais il importe bien davantage d'envisager l'avenir avec optimisme que de tomber dans la paranoïa et le négativisme comme le font si souvent les députés de l'opposition.

Chose étonnante, le député est le seul député de l'opposition de la Colombie-Britannique qui soit encore là. Je me rends en Colombie-Britannique presque toutes les fins de semaine. J'ignore où il passe ses fins de semaine, car je ne le vois pas souvent en route vers la Colombie-Britannique. S'il me reproche de ne pas passer suffisamment de temps dans ma circonscription, je pourrais en faire autant. En fait, mes commettants se réjouissent de ce que plusieurs députés de la Colombie-Britannique prennent place sur des banquettes réservées au gouvernement. Cela correspond bien à la volonté que les Canadiens ont exprimée le 4 septembre dernier et qu'ils devraient vraisemblablement continuer d'exprimer à l'avenir.

J'aimerais formuler une dernière observation. Le député nous a reproché de ne pas savoir distinguer nos amis de nos ennemis. Il voudrait que nous ayons recours à la manière forte. Le précédent gouvernement ne nous a laissé en partage qu'antagonisme, que frustration, qu'exaspération et que confrontation. C'est en partie attribuable à la gabegie d'un premier ministre socialiste, appuyé par les députés libéraux et néo-démocrates. Nous comptons des amis au sein du Parti Québécois au Québec, du Nouveau parti démocratique au Manitoba, et du Crédit social en Colombie-Britannique tout autant qu'au sein des différents gouvernements conservateurs d'un bout à l'autre du Canada. Le gouvernement actuel est d'avis que nous ne surmonterons jamais les problèmes qui accablent notre pays si nous ne nous y attaquons pas armés d'une volonté commune au lieu de chercher constamment à vivre dans le passé comme le souhaitent tant nos vis-à-vis.

Des voix: Bravo!

M. Foster: Monsieur le Président, le ministre s'est longuement étendu sur les perspectives brillantes de notre économie. Pourtant, pas un seul économiste ne s'est aventuré, que je sache, à prédire cette année une croissance du produit national brut de plus de 2.3 ou de 2.4 p. 100. Étant donné qu'en 1983 le taux de croissance économique a été de 3.5 p. 100 et, en 1984, de 4.9 p. 100 et si nous repensons aux prophéties et aux promesses que nous a faites le premier ministre (M. Mulroney) au cours de la campagne électorale où il s'est engagé à créer des centaines de milliers d'emplois, nous commençons à nous demander si le gouvernement est vraiment déterminé à créer ces emplois. Étant donné que toutes les entreprises indépendantes et des organismes comme le Conference Board et le Conseil économique prévoient une croissance inférieure à 3 p. 100 alors qu'il faut un taux de croissance minimum de 3 p. 100 pour maintenir la population active à son niveau actuel et